

1983, chapitre 62
LOI CONCERNANT LA VILLE DE HULL

Projet de loi 232

présenté par M. Gilles Rocheleau

Première lecture le 18 octobre 1983

Deuxième lecture le 21 décembre 1983

Troisième lecture le 21 décembre 1983

Sanctionné le 22 décembre 1983

Entrée en vigueur: le 22 décembre 1983

Loi modifiée:

Charte de la ville de Hull (1975, chapitre 94)





CHAPITRE 62

Loi concernant la ville de Hull

[Sanctionnée le 22 décembre 1983]

Préambule ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la ville de Hull et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, le chapitre 94 des lois de 1975, telle qu'amendée, soit à nouveau modifiée;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Réserve foncière ou d'habitation **1.** La ville est autorisée à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tout immeuble dont l'acquisition est jugée appropriée pour fins de réserve foncière ou d'habitation et pour les travaux connexes à ces fins ainsi que tout immeuble désuet ou dont l'occupation est nocive.

Exercice de pouvoirs La ville peut exercer les pouvoirs prévus au premier alinéa à l'intérieur de son territoire.

Loi applicable Le présent article s'applique sous réserve de la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1).

Fins industrielles Le présent article ne s'applique pas à l'acquisition d'immeubles pour fins industrielles.

Administration des immeubles La ville est autorisée à détenir, louer et administrer les immeubles acquis en vertu du premier alinéa. Elle peut aménager ces immeubles et y installer les services publics nécessaires; elle peut également démolir ou restaurer les bâtiments et autres ouvrages y érigés ou y construire de nouveaux bâtiments pour fins d'habitation, de loisirs, de récréation et autres fins accessoires.

Pouvoirs La ville est autorisée à exercer les pouvoirs prévus au cinquième alinéa sur les immeubles dont elle est déjà propriétaire.

- Aliénation** Elle peut les aliéner aux conditions qu'elle détermine avec l'approbation de la Commission municipale du Québec, pourvu que le prix d'aliénation soit suffisant pour couvrir toutes les dépenses relatives à l'immeuble concerné y compris celles encourues pour la restauration, la démolition et la construction, le cas échéant.
- Aliénation** La ville peut aliéner, à titre gratuit ou pour un prix inférieur à celui prévu au présent article, un tel immeuble ou bâtiment en faveur du gouvernement, de l'un de ses organismes, d'une corporation scolaire ou de son office municipal d'habitation, ou un autre organisme à but non lucratif; dans ce dernier cas, l'autorisation de la Commission municipale du Québec est requise.
- Vente** La ville peut, par résolution, vendre au prix coûtant déterminé par un certificat de son vérificateur, à la corporation créée en vertu du onzième alinéa, tout immeuble qu'elle a acquis en vertu du présent article ou qu'elle possède déjà.
- Emprunt** La ville peut emprunter, par règlement approuvé de la même manière qu'un règlement d'emprunt selon la loi qui régit la municipalité, les sommes nécessaires et demander les subventions prévues par la loi pour l'exercice de ces pouvoirs et aux fins d'effectuer un prêt à la corporation constituée en vertu du onzième alinéa.
- Corporation** Sur présentation d'une requête de la ville, le gouvernement peut, aux conditions qu'il fixe, délivrer sous le grand sceau du Québec des lettres patentes constituant une personne en corporation sans but lucratif ayant pour objet l'acquisition d'immeubles d'habitation pour personnes ou familles autres que celles à faible revenu ou à revenu modique visées par l'article 57 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., chapitre S-8) et l'exercice des autres pouvoirs que le présent article confère à la ville.
- Lettres patentes** Les lettres patentes doivent mentionner le nom de la corporation, le lieu de son siège social, ses pouvoirs, droits et privilèges, les règles relatives à l'exercice de ses pouvoirs et la désignation de ses membres et de ses administrateurs.
- Publication** Un avis de l'émission des lettres patentes doit être publié à la *Gazette officielle du Québec*.
- Lettres patentes supplémentaires** À la requête de la corporation constituée en vertu du présent article, le gouvernement peut délivrer des lettres patentes supplémentaires dans le but de modifier le contenu des lettres patentes visées au douzième alinéa. Un avis de l'émission des lettres patentes supplémentaires doit être publié à la *Gazette officielle du Québec*.
- Pouvoirs** Une corporation ainsi constituée a, entre autres pouvoirs, ceux d'une corporation formée par lettres patentes sous le grand sceau du Québec,

est un mandataire de la ville et est réputée une corporation municipale aux fins de la Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales (L.R.Q., chapitre M-21).

Rapport
d'activités

La corporation visée par le présent article doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, faire au conseil de la ville un rapport de ses activités pour son année financière précédente. Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le conseil de la ville peut prescrire. Cette corporation doit en outre fournir en tout temps au conseil de la ville, tous les renseignements qu'il requiert de ses opérations.

c. C-19, a.
460, mod.
pour la ville

2. L'article 460 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié pour la ville par l'addition, après le paragraphe 22°, des suivants:

Marchandi-
ses à carac-
tère érotique

« 23° Pour réglementer les boutiques où l'on vend ou offre en vente des marchandises à caractère érotique;

Salons de
massage

« 24° Pour réglementer les salons de massage. ».

Entrée en
vigueur

3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.